

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

MIGRATIONS

Appel de soutien aux «trois de Briançon»

Deux Suisses et une Italienne ont été libérés par le Tribunal de Gap (Hautes-Alpes, France). Ils avaient été placés en détention provisoire après avoir participé à une manifestation en faveur des migrant·es à la frontière franco-italienne.

Le Tribunal de Gap a prononcé le 3 mai la remise en liberté «sous contrôle judiciaire strict» de ceux qu'on appelle désormais «les trois de Briançon». Les deux Genevois, Bastien et Théo, et l'Italienne Eleonora, de 23 à 26 ans, ont été poursuivies pour «aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire national et en bande organisée». Ils risquent jusqu'à 10 ans de prison et 750.000 euros d'amende.

Les trois avaient participé à une manifestation pacifique à la frontière franco-italienne le dimanche 22 avril, en réponse à une action anti-migrant·es organisée la veille au col de l'Echelle par un groupe d'extrême droite européen. Les jeunes gens avaient été arrêtés et placés en détention provisoire le mardi 24 avril par le Tribunal de

Gap. Une décision justifiée «en raison de l'insuffisance des garanties de représentation et pour prévenir toute réitération des faits». Ce traitement a provoqué l'indignation en Suisse, en Italie et en France.

De nombreuses personnes manifestent leur atterrement face aux mesures totalement disproportionnées prises à l'encontre des deux jeunes Suisses détenus pendant onze jours dont une semaine à la prison des Baumettes. Leur «délit»: avoir exprimé leur solidarité à une population poussée à l'exil. Arrêtés arbitrairement après la marche, placés en garde à vue au commissariat de Briançon, transférés ensuite en détention préventive, d'abord à la prison de Gap, puis à celle des Baumettes (Marseille), pieds et poings liés, et tout ça... pour donner l'exemple? Quel exem-

ple? Un exemple qui condamne la solidarité, qui nie la déclaration des droits humains, qui amalgame l'usage de la liberté d'expression avec crime de droits communs... c'est là l'exemple qui cherche à être montré? Est-ce dans cette direction que se dirige la France qui se targue encore de valeurs démocratiques? Si tel est le cas, il me semble alors qu'il n'y a plus beaucoup de distance qui nous sépare encore d'une politique gouvernementale qui fait usage de mitraillettes pour détruire un cortège non-violent...

Selon les avocats de Bastien et Theo, ils vont notamment se battre sur la notion de «délit de solidarité». Il est aberrant que la France criminalise ceux qui aident leur prochain.

Il n'y pas de mots pour exprimer mon indignation face à cette politique. Par contre, j'appelle à rejoindre les groupes de soutien qui sont nés en réaction à l'incarcération de Bastien, Théo et Eleonora, et à leur manifester notre solidarité. A Genève, en particulier, un appel de solidarité, soutenu par des personnalités politiques, telles que le Maire Rémi Pagan, a été signé par plusieurs personnes et organisations.

«On a l'impression que c'est un cauchemar et que l'on va se réveiller», réagit la mère de Théo en marge d'une conférence de presse. «Je suis très touchée, j'en perds mes mots. Tout ce mouvement de soutien nous aide beau-

coup. Le paradoxe, c'est que c'est cette solidarité qui se met en place qui nous fait vivre. Cette même solidarité au nom de laquelle ils sont en prison.»

Sonja Desplos
Ste-Croix, Suisse

Solidarité avec les 3 de Briançon:
<firmaperitre.blogspot.ch/2018/05/lettera-aperta-sullarresto-dei-tre-di.html>
<asile.ch/2018/05/01/appel-liberte-pour-les-3-de-briancon/>

Dernière minute: les trois activistes ont été remis en liberté en attendant leur procès, reporté au mois de novembre.

EUROPE

Percées des extrêmes droites

Après la Bulgarie (où trois partis d'extrême droite participent à l'alliance gouvernementale), la Hongrie et la Pologne, ce sont désormais l'Autriche puis l'Italie qui ont vu l'extrême droite entrer au gouvernement, ces derniers mois.

L'Autriche crée, en quelque sorte, une continuité territoriale entre des pays du centre-est de l'Europe très hostiles à l'immigration – réunis dans le «groupe de

Visegrad» – et une Italie qui inaugure une alliance inédite entre un mouvement populiste «post-idéologique», les Cinq Etoiles et l'extrême droite, la Ligue.



Veronika Gmeinwieser, Sans titre, 1999

Autriche

En Autriche, le FPÖ («Parti de la Liberté d'Autriche») est entré au gouvernement, conduit par le jeune carriériste conservateur Sebastian Kurz – alors âgé de 31 ans seulement – à la mi-décembre 2017. Aux législatives du 15 octobre 2017, la droite conservatrice avait obtenu 31% des voix et le FPÖ, arrivant troisième juste derrière la social-démocratie, avec 26 %.

Ce dernier contrôle désormais les ministères de l'Intérieur, de la Défense ainsi que les Affaires étrangères. Il a ainsi la main basse sur l'essentiel des services de renseignement et des unités de police. Ce qui a d'ailleurs déjà amené à des événements croustillants. Ainsi, le 9 mars 2018, une unité de police chargée de la sécurité sur la place publique – mais dirigée par un commandant membre du FPÖ – a perquisitionné, sur ordre du parquet financier, des locaux du service de Renseignements Généraux BVT («Bureau de protection de l'ordre constitutionnel et de lutte contre le terrorisme»). Ce service détenait des dossiers sensibles sur les milieux néonazis et leurs liens avec des militants ou cadres du FPÖ, ainsi que sur l'ingérence politique de la Russie; le FPÖ a signé un accord de coopération entre partis avec «Russie unie», la formation de Vladimir Poutine. L'unité de police qui a mené la perquisition n'avait rien à faire là, mais son investigation a été «opportune» pour mettre la main sur des documents politiquement gênants pour le FPÖ...

Ce parti avait déjà participé à un gouvernement fédéral [national], entre 2000 et 2005, et a participé ou participe à plusieurs gouverne-

ments régionaux. Jörg Haider, qui le dirigeait alors (il a quitté le parti en 2005 et est décédé en 2008), avait pronostiqué au FPÖ au moment de sa première entrée au gouvernement, en février 2000: «*Nous allons perdre à court terme un tiers de nos électeurs, socialement mécontents, mais à moyen terme, nous en trouverons d'autres, qui vont honorer notre politique économique solide.*» En réalité, entre 2000 et 2004, le FPÖ aura perdu non pas un, mais plus de deux tiers de ses électeurs, avant de les retrouver une fois repassé dans l'opposition... Or, depuis qu'il participe à nouveau au gouvernement aux côtés de la droite conservatrice, donc depuis décembre 2017, le FPÖ a largement changé de stratégie et, notamment, de discours en matière sociale.

Dès l'été 2017, pour la première fois pendant une campagne électorale au plan fédéral [national], le parti d'extrême droite avait fait profil bas en matière de promesses sociales. Dans une interview de juillet 2017, son chef Heinz-Christian Strache s'était vanté du fait que des organisations patronales étaient en train de coécrire le programme économique et social du FPÖ. Les principaux dirigeants du parti avaient alors calculé qu'une diminution des promesses sociales allait signifier aussi, une fois le FPÖ entré au gouvernement, une moindre déception de son électorat... S'il se fiait à ce nouveau discours, cet électorat ne sera alors «pas déçu» (ou peut-être quand même...): le gouvernement droite/extrême droite en Autriche a inscrit dans son programme, entre autres, l'autorisation de l'allongement de la journée du travail jusqu'à douze heures quotidiennes. Les chômeurs basculent au bout d'un an de l'assurance-chômage dans une forme d'équivalent du RSA en France, avec bien moins de droits, à l'instar des tristement célèbres «Lois Hartz» en Allemagne.

Italie

De l'autre côté des Alpes, ce n'est pas la même approche en termes de discours économique et social qui prévaut à l'extrême droite au moment où nous mettons sous presse. A l'heure où nous bouclons ce numéro, les deux partis sortis vainqueurs des législatives du 4 mars 2018, la formation populiste *Mouvement des Cinq Etoiles* (M5S) désormais dirigée par le jeune Luigi di Maio ayant obtenu 32% des voix et la Ligue, auparavant Ligue du Nord – sous Matteo Salvini avec 17% des voix – étaient en train de former un gouvernement commun. Ensemble, ils disposent d'une majorité de sièges au parlement.

Ici, sur le plan économique et

social, c'est une sorte de «keynésianisme de droite» qui se profile. Les deux partis de la future coalition gouvernementale se prononcent clairement pour une augmentation de la dépense publique – le coût des mesures annoncées étant estimé actuellement entre 60 et 100 milliards d'euros –, se promettant par cette approche un redémarrage de la croissance.

Certes, à la différence d'un keynésianisme de type social-démocrate, l'accent n'est pas mis sur des dépenses de type social qui seraient destinées à mieux intégrer les salariés au système politique, mais l'ensemble est teinté de national-libéralisme. Alors que l'Etat dépenserait plus et ferait moins de recettes fiscales – par une baisse de la fiscalité des particuliers mais surtout des entreprises –, l'argent ainsi redistribué servirait d'abord à créer une «flat tax» (une imposition à taux unique), fixée alternativement à 15% et à 20% selon les situations. Les entreprises ne paieront plus que 15% de manière systématique.

Cependant, on trouve aussi quelques mesures de type social: d'abord, le gouvernement qui réunira l'extrême droite – la Ligue, qui, d'un parti régionaliste fondé en 1989 dans le nord de l'Italie, s'est transformé en parti essentiellement anti-immigration – et les populistes du M5S (un parti «post-idéologique» et opportuniste dirigé comme une entreprise) reviendra sur la «réforme des retraites». Celle-ci, adoptée en 2011 sous pression de l'UE avait prévu de porter l'âge de départ à la retraite à 67 ans. Le futur gouvernement a promis de revenir à un âge minimum de 62 ans. Aussi, sur demande des «Cinq Etoiles», le programme de la coalition prévoit-il l'instauration d'un «Revenu universel» de 780 euros; une mesure ambiguë qui peut aussi substituer le futur revenu à l'ensemble des prestations sociales existantes.

Un clash avec les institutions de l'Union européenne semble programmé, alors que le futur gouvernement italien s'appête à sortir des clous de l'austérité budgétaire imposée – les critiques de Bruxelles seraient ainsi, le cas échéant, émises pour de mauvaises raisons. Pourtant, les bonnes et très bonnes raisons de s'opposer à cette alliance gouvernementale ne manquent pas.

Celle-ci cherche «évidemment» à mettre la pression sur les immigrés et les migrant-es, portant par exemple la durée maximale de la rétention administrative à 18 mois (contre 45 jours en France actuellement, 90 jours après le vote de l'actuel projet de «Loi asile et immigration» de Gérard Collomb) et d'y placer les déboutés du droit d'asile. De ce point de vue, il faut a priori craindre le pire, l'Italie constituant dans une large mesure le point de passage vers l'Union européenne pour les personnes traversant la Méditerranée. La gratuité des crèches, qui fait partie des mesures sociales promises, sera mise sous condition de nationalité italienne, ce qui est contraire au droit européen. Aussi, mettant en œuvre un dada idéologique de l'extrême droite aussi bien connu en France, la future coalition a décidé d'interdire l'entrée de francs-maçons au gouvernement.

Partageant un tropisme pro-russe comparable à celui du FPÖ en Autriche ou du FN français, le futur gouvernement militera par ailleurs pour la levée de toutes les sanctions prises par l'Union européenne contre la Russie.

L'avènement de cette coalition, actuellement vue par la bourgeoisie comme un possible trouble-fête pour les institutions européennes (et saluée de ce point de vue, entre autres, aussi par quelques néo-staliniens français bien souverainistes...), sanctionne aussi le long suicide de la gauche italienne. Ce pays était doté, il y a quarante ans

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le
Forum Civique Européen

Juin 2018 - No 271

Prix du N°: 4 euros/7FrS

Abonnement annuel: 40 euros/60FrS

Commission paritaire N° AS 75136

ISSN 1247-8490

Directrices de Publication:

Joëlle Meunier, Constanze Warta

Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich

Forum Civique Européen

Association loi de 1901

www.forumcivique.org

France:

St Hippolyte, F-04300 Limans

Tél: 33 (0)4 92 73 05 98

fce_archipel@orange.fr

Suisse:

Boîte Postale 1848 CH-4001 Bâle

Tél: 41 (0)61 262 01 11

ch@forumcivique.org

Autriche:

Lobnig 16

A-9135 Eisenkappel/ •elezna Kapla

Tél.: 43 (0)42 38/87 05

austria@civic-forum.org

Allemagne:

Ulenkrug, Dorfstr. 68

D-17159 Stubbendorf

Tél: 49 (0) 39959 23881

ulenkrug@t-online.de

Ukraine:

vul. Borkanyuka 95

UA-90440 Nijné Sélichthché, Zakarpatia

ua@forumcivique.org



Ackermann Franz, Helicopter XV, 2001

encore, du Parti communiste le plus fort de l'Europe occidentale – le PCI montant jusqu'à 35% des voix –, mais ce dernier est entré dès les années 1970 dans des liaisons dangereuses avec la social-démocratie allemande, entre autres. Avant d'entamer un long processus de transformation en une gauche sociale-libérale qui n'enthousiasme plus personne.

Allemagne

Aux législatives du 24 septembre 2017, un parti d'extrême droite a réussi pour la première fois depuis les années 1950 à entrer au Bundestag [parlement fédéral, donc national].

Jusqu'ici, des partis, situés plus à droite que les conservateurs de la CDU/CSU, avaient plusieurs fois réussi à percer dans des scrutins régionaux: le NPD («Parti national-démocrate») entre 1966 et 1968, puis les REPs («Les Républicains») entre 1989 et 1992; entre 2004 et 2006, le NPD a connu quelques nouveaux succès régionaux en ex-Allemagne de l'Est. Mais aux élections au niveau fédéral – qui se déroulent au scrutin proportionnel à un tour, avec une barre de 5% des voix requises pour avoir des sièges –, le verrou n'avait jamais sauté. L'effort conjugué des grandes forces politiques établies, de la presse, du patronat et des syndicats, le rappel du passé hitlérien servant comme épouvantail efficace avait toujours empêché l'extrême droite de percer dans ces élections senties comme «décisives».

Or, en 2017, suite à une série de succès régionaux, le parti AfD («Alternative pour l'Allemagne»), fondé en 2013 comme un parti opposé aux mécanismes financiers de l'Union européenne et aux «aides» à la Grèce, puis transformé à partir de 2015 en parti essentiellement anti-immigration, a pu faire exploser le verrou. Obtenant 12,6% des voix (auxquelles s'ajoutent à l'extrême droite 0,4% pour le NPD désormais marginalisé), il a obtenu plus de 90 mandats au Bundestag. En même temps, il s'est successivement radicalisé. En 2015, il s'est séparé de la première équipe dirigeante sous l'ex-président Bernd Lucke, plutôt nationale-libérale et issue de la grande bourgeoisie, qui s'était opposée à un positionnement trop explicitement raciste ou à l'extrême droite. Puis, après avoir été dirigé entre 2015 et 2017 par Frauke Petry (alliée de Marine Le Pen au niveau européen), le parti a poussé cette dernière à la sortie, puisqu'elle cherchait à exclure quelques cadres «trop extrémistes». Au premier chef desquels se trouve Björn Höcke, chef de file du parti dans la région de Thuringe, dont les discours furent qualifiés – même par la direction sortante du

parti – de proches des thèses nationales-socialistes. Aujourd'hui, la procédure d'exclusion à l'encontre de Höcke, qui n'a jamais abouti, a été officiellement abandonnée...

Le parti, ou des éléments proches de lui (ainsi que des milieux encore plus à droite, jugés officiellement infréquentables par l'AfD) ont aussi présenté, pour la première fois massivement, des listes aux élections professionnelles qui se sont déroulées dans environ 40.000 établissements, du début mars jusqu'à fin mai 2018. Certes, les listes d'extrême droite n'ont été présentes que dans une poignée

d'entreprises emblématiques, surtout du secteur automobile. Elles ont, là où elles étaient présentes et médiatisées, réalisé des scores autour de 10%, réussissant parfois à apparaître moins racistes en présentant même par endroits des travailleurs d'origine turque... mais appartenant aux «Loups Gris» (fascistes turcs). Leur succès est plus important au niveau médiatique, attirant ainsi l'attention du public, que leur ancrage réel sur le terrain. Mais il s'agissait là d'une première...

Bernard Schmid, membre du GISTI et d'Afrique Europe Interact

HAUT-PARLEUR

Le Tribunal sur le Congo

Le documentaire du metteur en scène suisse Milo Rau narre un procès imaginaire sur les dessous de l'instabilité dans l'est de la République Démocratique du Congo. Sorti en Allemagne en novembre 2017, il s'articule autour d'audiences mises en scène à Bukavu et à Berlin. Ces audiences sont l'occasion de recueillir des témoignages devant un jury international et de mettre en lumière les dessous des massacres incessants dont sont victimes les populations dans l'est de la RDC. Rencontre avec Sylvestre Bisimwa, avocat, protagoniste du projet.

Parlez-nous du Tribunal sur le Congo et du déroulement du projet?

La première étape a été naturellement la tenue du Tribunal ainsi que la production du film qui va avec. Nous avons organisé 3 jours d'audiences à Bukavu et 3 jours à Berlin, puis a suivi le travail de montage. Une fois fini, le film a été projeté à Bukavu et a tourné en Europe. Le film de Milo est évidemment une fiction, pourtant il aborde un problème réel, universel. Le projet traite de la situation au Congo, mais il aurait pu parler de n'importe quel pays sous-développé du monde, le Nicaragua ou les Philippines par exemple, où l'on retrouve les mêmes problèmes structurels. Tout d'abord l'irresponsabilité des autorités vis-à-vis de leurs propres citoyen-nes, en ce qui concerne l'impunité devant les violations des droits humains ainsi que le partage inégal des richesses; puis la passivité totale de la communauté internationale et la logique fatale du marché mondialisé. Choqué par ce qui se passe au Congo, Milo a décidé de faire quelque chose.

Comment avez-vous fait la connaissance de Milo?

Milo et moi, c'est une histoire drôle. Je l'ai rencontré chez un ami. J'ai rencontré son équipe et on m'a

présenté comme un avocat et un défenseur des droits humains. On a parlé, je suis rentré chez moi et le lendemain, il est venu me voir pour me demander de participer au film. J'imaginai que le film était une comédie, une manière de parodier la situation. Cela ne m'intéressait pas. Je lui ai dit que je n'étais pas comédien et je lui ai donné des contacts de personnes que cela pouvait intéresser. Mais Milo était tenace, il est revenu plusieurs fois. Petit à petit, quand il m'a expliqué plus précisément son projet, j'ai compris que celui-ci rencontrait mon combat. Je suis effectivement un défenseur des droits humains, je milite pour l'Etat de droit, pour la lutte contre l'impunité; je plaide pour les femmes victimes de viol et pour les victimes de la torture. En outre, je suis un acteur important de la société civile dans ma province. J'ai donc finalement accepté de travailler avec Milo.

Ce qui m'a plu dans son projet est qu'il ne donne pas aux participant-es un texte qu'elles doivent réciter, ils créent le texte avec leur sensibilité. Il laisse les gens s'exprimer. Il ne dicte aucune position et c'est ce qui fait la double force du film: en tant que fiction, et réalité, parce que les participant-es ont dit les choses

telles qu'elles les ressentent. Il n'y a eu aucune sorte de montage ou de trucage.

Comment le film a-t-il été reçu au Congo?

Il a été très bien reçu, car bien que ce soit une fiction, il fait intervenir les vraies victimes, les vrais experts, les vraies autorités de l'Etat. Le plus important, c'est que tout le monde a eu la possibilité de s'exprimer librement dans un espace protégé. Les victimes pouvaient compter sur la présence d'un président, d'un jury et d'un juge. Un tribunal dans les règles, qui applique les règles d'un procès équitable. Ce film a montré aux gens l'exemple de ce que devrait et pourrait être la justice dans leur pays. C'est le tribunal auquel les personnes s'attendent. Il y a quelques années la société civile a demandé un tribunal pénal sur le Congo, sur la base d'un rapport de l'ONU, le rapport «Mapping», qui recense plus de 600 violations des droits de l'Homme et massacres entre 1993 et 2003. On s'attendait à ce que les Nations unies puissent mettre sur pied un tribunal pénal international. Mais cela n'a pas suffi.

Puis la société civile a demandé la création de chambres mixtes dans lesquelles des juges congolais et étrangers travailleraient ensemble pour rendre la justice. Le gouvernement congolais n'a pas accepté. Notre projet montre comment ces chambres mixtes peuvent fonctionner et beaucoup de gens souhaitent comme nous que le processus entamé avec le film puisse se poursuivre.

Kabila est toujours là, la guerre sévit depuis des années dans le Kivu, des affrontements ont lieu dans le Kasai entre l'opposition et l'armée congolaise poussant des centaines de milliers de personnes à fuir. Aujourd'hui la crise s'étend dans d'autres provinces.

Il est difficile de dire ce qui va se passer. La situation est mauvaise et ne montre pas de signes d'amélioration. On sent que Kabila ne veut pas abandonner le pouvoir, alors qu'il a déjà épuisé les deux mandats présidentiels. Depuis décembre 2016, il aurait dû organiser les élections, un accord politique lui a permis de les repousser jusqu'en décembre 2017, puis elles ont été à nouveau repoussées en décembre 2018. Il ne veut pas organiser ces élections. On est dans un climat de confrontation: la société civile, pilotée par les églises, proteste et fait l'objet d'une violente répression. Kabila a les moyens et les armes. L'opposition politique est affaiblie et n'arrive pas à faire pression sur le pouvoir. Depuis la mort d'Etienne Tshisekedi, le lea-

der du plus gros parti d'opposition, le gouvernement est parvenu à diviser l'opposition en récupérant à sa cause certains leaders du parti de Tshisekedi. Le but principal pour le moment pour la société civile est la tenue des élections, ce qui est incertain. Une de mes hypothèses est que l'insécurité présente dans toutes les provinces – il y a des milices, des groupes armés – est une stratégie du pouvoir pour paralyser le pays. Il s'agit de semer l'insécurité un peu partout de manière à pouvoir déclarer l'état de siège, retarder le processus électoral et rester au pouvoir le plus longtemps possible.

Quel rôle jouent les pays voisins à l'est du Congo? On entend souvent dire que le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ont une mauvaise influence sur la situation politique.

Les pays voisins jouent un rôle important dans tout ce qui se passe au Congo et la situation au Congo à son tour a un impact sur ces pays, du fait de la taille du pays et de ses richesses. Sa position géostratégique est essentielle et les voisins le regardent de près. L'Ouganda, le Rwanda, le Burundi sont des alliés du président Kabila. Pourtant je reste persuadé que le salut du Congo dépend des Congolais. C'est notre responsabilité de trouver des dirigeants qui font avancer le pays. Ce n'est pas normal, avec toutes les richesses que nous produisons, que les pouvoirs en place ne soient pas en mesure de satisfaire les besoins fondamentaux des citoyen-nes. Les minerais produisent une richesse colossale et tout cet argent part à l'étranger et dans les poches des autorités, alors même que le pays va très mal. Les routes sont en mauvais état, il n'y a pas de centres de santé, les gens n'ont pas d'eau, les parents ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école parce qu'ils n'ont pas de travail. Beaucoup de gens sont chassés et doivent fuir dans les provinces voisines ou vers les pays voisins comme l'Angola.

Votre but est-il d'organiser ce genre de tribunaux dans plusieurs endroits au Congo? Comment allez-vous procéder?

La campagne de recherche de fonds en Europe nous a déjà permis de produire le film et de le diffuser. Maintenant, et jusqu'en décembre 2018, nous voulons montrer le film dans les 26 provinces du Congo et écouter les avis. En voyageant avec le film, nous allons évaluer pour chacun des lieux la possibilité d'organiser un tribunal. Après les projections, nous allons discuter avec les gens concernés et leur demander s'ils souhaitent que nous organisions un tribunal chez eux. Si la société civile est favorable,

nous allons rechercher quels cas précis nous voulons traiter, grâce à un comité composé de huit personnes, qui va faire un travail d'investigation et de collecte des données.

Par exemple dans le village de Kasika, à trois heures de voiture au sud-ouest de Bukavu, on a enterré une dizaine de femmes vivantes. Il n'y a jamais eu de procès. A Makopo, on a tué des gens et on les a enterrés dans une fosse commune. Partout où il y a eu des massacres, les gens attendent qu'il y ait un tribunal. Nous allons donner la parole aux victimes ou à leur entourage, qui ont soif de parler. Les communautés ont besoin de connaître la vérité, de savoir ce qu'il s'est passé. Qui a fait ça? Où est-il? Pourquoi l'Etat ne le poursuit pas?

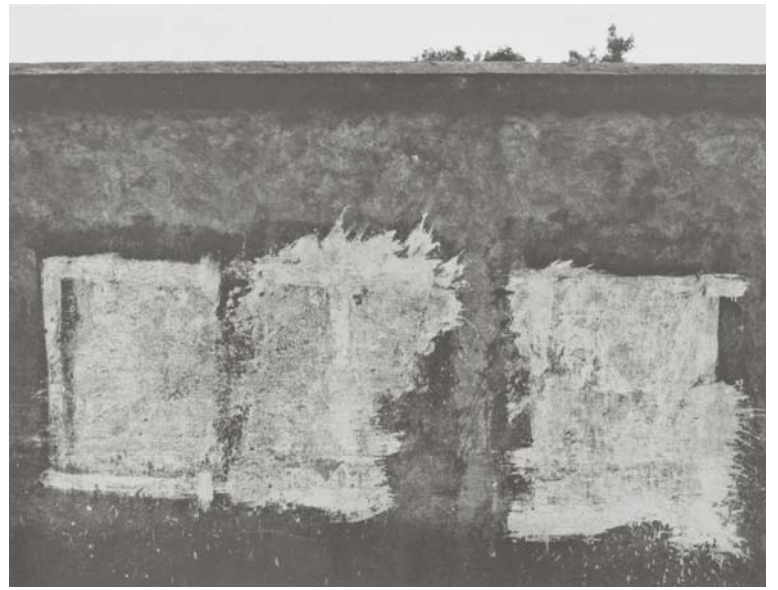
Combien de tribunaux doivent avoir lieu et quel est votre but politique concret?

En fonction des moyens financiers que nous pourrions récolter pendant notre campagne en Europe, nous allons cibler des régions où il y a eu beaucoup de massacres, pour que les gens puissent s'exprimer. Nous espérons qu'ainsi nous allons interpeller les autorités congolaises et les placer devant leur responsabilité d'organiser un tribunal officiel, légal et sécurisé. Nous souhaitons également interpeller la communauté internationale. Les médias européens parlent très peu de la RDC, beaucoup de choses sont ignorées.

Lorsque nous choisissons une violation qui concerne une multinationale des matières premières, nous pensons qu'en portant ce cas à la connaissance de la communauté internationale, elle pourra agir. Si ni le gouvernement congolais ni la communauté internationale n'agissent, nous nous devons d'agir, nous nous devons de poursuivre dans la perspective d'un changement.

Quel est votre agenda?

Je pense qu'en septembre, nous pourrions savoir quels cas nous allons traiter et quelles multinationales y sont associées. Il me semble réaliste de cibler cinq régions et d'y effectuer nos recherches. Il peut s'agir de l'extraction minière du cobalt, du diamant, du coltan ou de l'or, ou de produits agricoles tels que le café ou le thé. Parallèlement, nos amis en Europe vont continuer la campagne de récolte de fonds car il est évident que nous avons besoin pour poursuivre ce projet d'une somme d'argent non négligeable que la société civile congolaise ne détient pas. Nous prévoyons de reprendre la tenue des tribunaux en



Siskind Aaron, Urapan Mexico II, 1955

2019. Nous voulons réunir toutes les forces en présence pour que l'impunité cesse au Congo.

Dans le film, vous avez réussi à impliquer les élites politiques. Le gouverneur était présent, le ministre des Mines et le ministre de l'Intérieur ont même pris la parole devant le tribunal.

Suite à cela, les deux ministres ont été démis de leur fonction et le gouverneur a donné sa démission en 2017. Pensez-vous qu'une situation similaire puisse se reproduire?

Je ne sais pas, cela va dépendre de la manière dont nous allons présenter le projet. Nous allons nous rendre dans les ministères et inviter les autorités de manière diplomatique, en leur expliquant clairement qu'il ne s'agit pas de tenir un tribunal contre le gouvernement, mais de leur donner la parole. Les autorités doivent avoir la possibilité de donner leur version exacte des faits, de justifier leurs actions et leurs positions. De plus, elles ont la possibilité de se défendre. Ceux qui affirment que les jeux sont faits d'avance n'ont rien compris au projet. Depuis le début, nous voulons faire un film en faveur du Congo et du peuple congolais, un film qui milite pour le changement.

La question qui reste à traiter est celle du rôle des multinationales. Le groupe canadien Banro, qui extrait de l'or au Kivu, n'était pas présent lors des audiences. Les multinationales essaient d'échapper à ce processus de justice. Comment pouvez-vous imaginer une solution à ce problème?

La non-participation des multinationales est un problème. Mais en ce qui nous concerne nous allons rester ouverts et les inviter, les convaincre, leur donner la possibilité de participer et de faire entendre leur voix. Si elles ne viennent pas, ce sera regrettable, mais nous poursuivrons sans elles. Nous allons

examiner des faits, des massacres; que le bourreau soit là ou qu'il ne soit pas là, nous examinerons ces faits. Les victimes parleront, les experts s'exprimeront et l'initiative va continuer. L'espoir reste vivant que tout le monde prenne part à ce projet: les multinationales, les bourreaux, les victimes ainsi que les autorités, mais leur absence ne nous empêchera pas d'avancer.

Témoigner devant le tribunal demande beaucoup de courage. Certains témoins ont-ils fait l'objet de répression: arrestations, agressions, menaces, intimidations? Le craigniez-vous?

A ma connaissance, jusqu'à maintenant personne n'a fait l'objet de mesure de répression. Est-ce qu'à l'avenir cela peut arriver? Oui, ce n'est pas à exclure. Le film ne circule pas encore très largement au Congo. Dès lors qu'il sera plus connu, il est possible que ceux qui ont participé fassent l'objet d'arrestations ou de représailles. Mais nous sommes des militants, notre travail consiste à défendre le droit des citoyen-nes, des victimes et des faibles et donc si cela arrive, nous nous justifierons devant les autorités et prendrons leur défense.

Après les projections en Europe, il y a eu des critiques, surtout de la part de la diaspora congolaise, sur le rôle de Vital Kamerhe dans le film (Vital Kamerhe est un homme politique de l'opposition). Il est dit que ce n'est pas un vrai politique de l'opposition et qu'on ne peut pas lui faire confiance. Quelle est votre position à ce sujet?

Beaucoup de gens ne comprennent pas comment on est arrivé à donner la parole à Vital Kamerhe. Nous voulions que l'opposition puisse s'exprimer, tout comme nous voulions que le gouvernement puisse s'exprimer. Nous avons même invité le ministre de l'Information, qui est le porte-parole du gouvernement, il n'a pas pu/voulu venir.

QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN

A l'occasion du 200^e anniversaire de Karl Marx...

Aucun philosophe ni érudit n'a été plus significatif pour les XIX^e et XX^e siècles que Karl Marx. Déclaré mort et ramené à la vie des dizaines de fois, aujourd'hui, ses théories sont à nouveau étudiées. Après l'effondrement des banques en 2008, les ventes du *Capital* ont explosé. Avant cela, des générations de bureaucrates à tête de bois avaient déformé et instrumentalisé ses enseignements. Dégageons leurs potentiels pour les faire fructifier face aux questions actuelles.

Nous n'avons pas donné la parole uniquement à Kamerhe. D'ailleurs, pour des raisons d'équilibre, nous avons réduit son temps de parole. Il est effectivement visible dans le film, ce qui ne veut pas dire que nous sommes ses partisans.

Milo a voulu donner la parole à tout le monde. C'est un film qui parle du Congo. Kamerhe est un congolais, c'est donc normal qu'il apparaisse dans le film et qu'il donne un point de vue. Certaines parties de la majorité présidentielle à qui l'on a donné la parole se sont exprimées. Les choses sont équilibrées.

Le système de Leopold II en 1908 a pu prendre fin notamment grâce à la pression exercée par la société civile internationale. On parle même de la première grosse campagne internationale pour les droits humains. Est-il réaliste qu'une telle force soit réunie aujourd'hui au niveau international pour faire tomber ce système d'exploitation?

Le film aborde également le néo-colonialisme et il préconise une remise en question des lois de l'économie et de la finance internationale, parce qu'il est manifeste que ces lois ne sont pas favorables aux pays du tiers-monde. L'économie mondiale favorise les multinationales au détriment des populations du tiers-monde.

Les Africains doivent se relever pour exiger que les lois internationales en matière économique changent. Nous devons tenir compte des populations qui produisent les matières premières. L'écart entre leur prix sur le marché international et leur coût d'achat, ainsi que le salaire du producteur est absolument ahurissant. L'économie mondiale repose sur les producteurs pauvres, il faut que cela cesse. Les personnes qui produisent les matières premières si nécessaires aux pays du Nord doivent pouvoir profiter de la richesse de leur pays. Les audiences à Berlin, auxquelles ont participé entre autres la sociologue Saskia Sassen et le psychologue social Harald Welzer, avaient pour but de mettre en lumière ces structures néocoloniales et impérialistes et de montrer le rôle de la communauté internationale. Il est absolument nécessaire de devenir actif dans les pays du Nord pour dénoncer cette exploitation. L'ONU, l'Union européenne et les gouvernements de chaque pays doivent agir. Il faut envisager de déférer en justice toutes ces sociétés européennes qui violent les droits humains. Les États doivent envisager la possibilité de ne pas les appuyer mais de les dénoncer.

Propos recueillis par
Alexander BEHR,
membre du FCE Autriche

Karl Marx a écrit «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières, ce qui importe c'est de le transformer». Tout au long de sa vie, le père fondateur de la critique du capitalisme a été actif dans les domaines de la philosophie, du journalisme et de l'organisation politique pratique. Sa riche œuvre est encore aujourd'hui plombée par le lourd héritage du socialisme réel. Mais Marx est indispensable pour comprendre les crises économiques, mais aussi politiques et environnementales d'aujourd'hui.

Karl Marx est né le 5 mai 1818 à Trèves, troisième de neuf enfants. Ses parents juifs s'étaient convertis au protestantisme pour que son père puisse, sous le gouvernement prussien, travailler en tant qu'avocat. Marx étudiait intensément Hegel, ce qui devait devenir une clé essentielle de son œuvre. A Cologne en 1842, il prend la direction éditoriale de la Gazette rhénane, porte-parole de voix oppositionnelles, qui cependant ne survécut que pendant 15 mois. Quand les censeurs prussiens l'empêchent de travailler, Marx et sa femme Jenny émigrent à Paris.

Mais les autorités allemandes ont le bras long, jusqu'en France: en 1845, la famille Marx doit quitter Paris et s'enfuir à Bruxelles puis plus tard en Angleterre. Le pays le plus économiquement avancé d'Europe fournit un riche matériel pour les études de Marx. Il traite abondamment du système de fabriques despotique, mais aussi de l'Irlande, qui était à l'époque une économie d'extraction par excellence, produisant des matières premières pour l'industrie florissante de l'Angleterre, tandis que la population irlandaise souffrait.

La publication du Manifeste du Parti Communiste dans l'année révolutionnaire de 1848, écrit avec son ami et mécène Friedrich Engels, fait l'effet d'une bombe. Marx ne se contentait pas de décrire l'apparence extérieure de l'exploitation, mais voulait aller au fond

des choses. Son œuvre majeure, *Le Capital*, qu'il avait commencé au début de sa période londonienne et qui a été publiée pour la première fois en 1867, s'ouvre sur la proposition significative que «la richesse des sociétés» apparaît comme une «gigantesque collection de marchandises».¹

Le double caractère des marchandises

Toute marchandise, même la plus banale, selon Marx, a toujours une valeur d'usage et une valeur d'échange. Ainsi, la valeur d'usage d'une chaise consiste en ce que vous pouvez vous asseoir dessus. La valeur d'échange de la chaise est définie par le temps de travail moyen socialement nécessaire requis pour sa production. La marchandise-travail a également un double caractère. Se basant sur le fait que tout le temps de travail ne sera pas payé, Marx analyse que par la survaleur ainsi créée se met en place l'accumulation de capital.

Selon Marx, et contrairement à la théorie des marchés autorégulateurs, les lois de l'offre et de la demande ne profitent pas à tous: la logique de la valeur d'échange prévaut, il ne s'agit pas de satisfaire les besoins de tous mais de générer du profit. Par exemple, lorsque la richesse est concentrée entre les mains d'une minorité, il est plus rentable pour les entreprises de produire des marchandises de luxe que d'utiliser les ressources nécessaires à cela pour satisfaire les besoins fondamentaux de tous. Alors que des gens sont sans abri, des logements sont laissés vacants à des fins spéculatives.

La concurrence mondiale entraîne des processus d'éviction et de concentration. Ce qui est déjà dangereux au niveau de la production marchande s'avère être une spirale meurtrière sur les marchés financiers: par exemple, dans l'année de crise 2008, à la recherche d'opportunités de rendement, le capital a fui dans le secteur agricole; la spéculation sur les aliments de base a fait grimper les prix et dans de nom-

breux pays du Sud, la malnutrition s'est aggravée et des révoltes de la faim ont éclaté.

Angles morts et théorie abusée

Pour Marx, la phase dite de «l'accumulation initiale» qu'il a décrite de façon impressionnante à la fin du premier volume du *Capital*, était une importante pierre angulaire du développement du capitalisme. L'expulsion violente des paysans en Angleterre au début des temps modernes et l'enclosure de leurs terres pour la production de laine ont, selon Marx, jeté les bases du développement capitaliste. Les expropriés étaient désormais «libres en un double sens»: libres de moyens de production et libres de vendre leur travail sur le marché.

L'historienne marxiste Silvia Federici² souligne qu'il existe aujourd'hui de nouvelles formes d'accumulation primitive, telles que l'achat massif de terres agricoles en Afrique. Les catégories marxistes de base, la marchandise, le capital, le travail et le profit, peuvent toujours être considérées comme valables aujourd'hui. Mais il y a aussi quelques angles morts: Marx ne prête guère attention au travail reproductif, qui, aujourd'hui comme à l'époque, est surtout accompli par des femmes. La question du racisme est également peu présente chez Marx. Ce serait en rajouter que de prétendre que son œuvre hébergerait aussi de la théorie post-coloniale.

Souvent Marx est encore considéré comme le sinistre précurseur du communisme autoritaire. Mais le monde du socialisme réel du XX^e siècle avait peu à voir avec Marx. Marx n'a jamais voulu changer le monde à partir d'une idée abstraite. Cela le distingue des soi-disant premiers socialistes, tels que Proudhon ou Fourier, contre lesquels il polémiquait avec un humour mordant. Marx, qui souffrait sous la censure de l'État policier prussien, n'était pas un adversaire de la démocratie. Cependant, il était extrêmement dur face à des concurrents politiques tels que l'anarchiste Mikhaïl Bakounine. En 1872, il l'a poussé hors de l'«Internationale», la première organisation socialiste transnationale.

Pertinence et actualité

Le biographe de Marx, Gareth Stedman Jones, a récemment découvert que dans son travail tardif, Marx abordait aussi intensément des problèmes écologiques. Ainsi, Marx a souligné que le capitalisme évolue constamment «en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse: la terre et les travailleurs». Si les marchés ne sont pas réglementés par des législations sociales et environnementales, seul le profit compte et non la

question de savoir si, par exemple, les travailleurs meurent dans des incendies d'usine, si les forêts sont abattues pour la production d'électricité ou si les espèces d'insectes disparaissent de façon inquiétante en raison de monocultures agricoles.

Pour beaucoup, le fameux slogan «prolétaires de tous les pays, unissez-vous» sonne aujourd'hui comme un pur anachronisme. Mais le contraire est vrai: en chiffres absolus, jamais autant de personnes n'ont été intégrées dans la machinerie de valorisation du capitalisme comme elles le sont aujourd'hui. Compte tenu de la circulation mondiale des marchandises et des chaînes globales de production, cet appel est plus tourné vers l'avenir que jamais. Après tout, la pression internationale de la concurrence entre les entreprises, les États et les blocs continue à provoquer des conflits sanglants pour les ressources mondiales.

Aujourd'hui, le slogan de Marx peut être compris comme un appel à créer un monde viable pour tous les humains en respectant les limites écologiques de la planète. Le capitalisme, contrairement à ce que pensait Marx, a toujours été réformé à nouveau et limité – mais avec le revêtement autoritaire néolibéral depuis les années 1970 et 1980, il menace à nouveau de déployer pleinement son potentiel destructeur. Comme Marx l'écrivait en 1844, il s'agit aujourd'hui comme jadis, de «renverser toutes les conditions dans lesquelles l'homme est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisable».

Pour éclairer cette question, voici des extraits d'un entretien avec la philosophe Bini Adamczak.

Bini Adamczak, quelle est la pertinence de Karl Marx 200 ans après sa mort?

Marx – et le contexte d'où il vient – nous ont offert une analyse précise et radicale du capitalisme. Tant que nous vivons dans le capitalisme, cette analyse reste actuelle. Les théories de Marx ne pourront être considérées comme obsolètes que quand le capitalisme lui-même aura été jeté sur le tas d'ordures de l'histoire.

Vous avez beaucoup traité des relations de genre dans notre société. Dans quelle mesure Marx est-il utile pour cette analyse?

Une idéologie capitaliste centrale est: «Tel que c'est, ça l'a toujours été et le sera toujours». Cela au nom de la «nature» – «vous ne pouvez rien y faire», disent-ils. L'historien Marx avait raison de se moquer de cela. Au fil du temps, les gens ont vécu avec des modèles d'économie ou de genre très différents. L'argent a joué un rôle mi-

nuscule au cours de la plus grande partie de l'histoire humaine et le patriarcat n'existe pas non plus depuis toujours. Un coup d'œil ouvert sur l'Histoire montre que cela n'a pas toujours été ainsi, et donc que cela ne doit pas toujours être.

Vous êtes considérée comme une détractrice éminente du stalinisme. Selon vous, existe-t-il un lien entre les théories de Marx et les formes autoritaires du socialisme?

Avant tout, Marx était un critique de la domination capitaliste. La question de savoir à quoi peut ressembler une société post-capitaliste sans domination l'a peu préoccupé. Les objections d'autres socialistes, tels que Bakounine, qui a souligné les dangers possibles, Marx les a balayées avec arrogance. Il doit donc accepter l'accusation d'une certaine irresponsabilité intellectuelle. Il y a aussi des tendances autoritaires chez Marx, surtout dans la pratique, par exemple face aux camarades anarchistes, et aussi dans ses textes. Le ton autoritaire se retrouve principalement dans les notes de bas de page, contrairement à Lénine, chez qui il s'est déplacé dans le texte principal. Le stalinisme, cependant, est un renversement complet de la promesse communiste. Celle-ci a toujours été: ne pas remplacer la domination de l'un par celle des autres – comme cela a été le cas dans l'Histoire jusqu'à présent – mais d'abolir toute domination. Ce n'est donc pas une coïncidence si beaucoup des critiques les plus anciennes et les plus radicales du stalinisme ont été formulées par des marxistes. Mais la domination stalinienne ne peut plus être effacée de l'Histoire. En ce sens, Marx a eu moins d'influence sur Staline que Staline sur Marx. Cela rend la tâche plus difficile pour les gens aujourd'hui: non seulement ils doivent se débarrasser des horreurs du capitalisme, mais ils doivent aussi empêcher de nouvelles horreurs de prendre leurs places.

Des économistes reconnus supposent que la crise ne s'est pas terminée en 2008, mais que d'autres chocs sérieux menacent. Marx peut-il nous aider à mieux comprendre les crises du capitalisme?

Les contemporains, en particulier les libéraux, supposent souvent que tout continue comme avant. Surtout en période de prospérité et de croissance, ils croient en une progression régulière pour le mieux. Le choc est grand lorsqu'une crise économique soudaine détruit cette illusion. Soudainement, le temps semble reculer, et les cadavres les plus laids de l'histoire remontent à la surface de la politique du jour. Nous vivons le retour du fascisme. L'ana-

lyse de Marx montre que la crise appartient nécessairement au capitalisme. L'économie capitaliste est caractérisée par une absence de contrainte à la croissance qui ne peut être arrêtée. Même s'il est clair qu'il détruira les fondements naturels limités de la vie de la planète. Ici, Marx peut aider à voir clair: le danger du fascisme ne peut être

évitée et le climat de la Terre ne peut être sauvé aussi longtemps que le capitalisme demeure.

Alexander Behr
FCE-Autriche

1. Pour les traductions des citations issues du livre 1 du Capital, nous suivons celles proposées sous la responsabilité de Jean-Pierre Lefebvre (PUF, 1993).

2. Sylvia Federici, Caliban et la sorcière, Femmes, corps et accumulation primitive, Editions Entremonde, mars 2017.

ALLEMAGNE

Liberté et expression

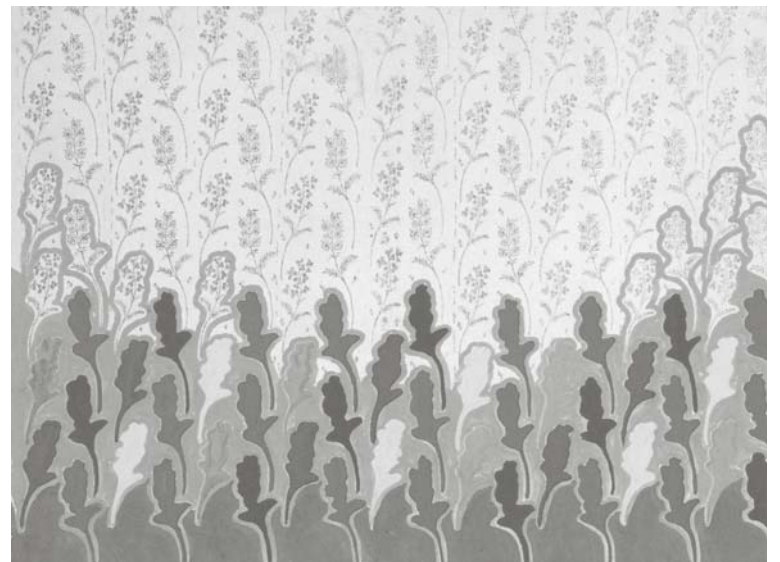
A propos de la censure, à l'exemple de la fermeture de Linksunten¹, site d'information large et collaboratif, et de la médiatisation des contestations pendant le G20 de Hambourg l'été dernier. Nous avons rencontré Camille Kolbsheimer, luttant activement contre l'AFD² et la censure des médias.

Il y a quelques mois, une opération de police assez violente au centre autonome de Fribourg-en-Brisgaw et dans différents lieux de la ville s'est abattue sur des militants. Cette répression ferait suite au G20 de Hambourg. Peux-tu nous redonner le contexte et nous dire ce qui s'est réellement passé?

La répression qui s'est abattue sur Fribourg a à faire avec le G20 et certainement aussi avec les élections prévues quelques semaines plus tard. Le G20 qui s'est tenu à Hambourg a été un désastre pour ses organisateurs, 30.000 policiers ont été nécessaires face aux très grandes manifestations, avec toute l'armada technique de la police allemande. Par la suite, au cours des élections parlementaires fédérales, les chrétiens-démocrates, dont le ministre de l'Intérieur Thomas de Mézières, ont préparé l'interdiction du site linksunten.indymedia.org, décidée à la mi-août. C'était aussi certainement pour grappiller des

voix à droite, engager des procédures qui entraîneraient la sympathie des votants potentiels de l'AFD.

Dix jours après l'interdiction, le 25 août, presque 200 policiers sont arrivés à Fribourg. Ils ont perquisitionné l'espace autogéré KTS³ ainsi que quatre habitations d'activistes autonomes. Ils ont causé des dégâts monstrueux, volé tout le matériel technique, les ordinateurs, les portables, les tablettes... Tout ce qu'ils pouvaient trouver et qui pouvait contenir des indices permettant d'incriminer des gens. Ils ont pris l'argent, les coffres-forts, les caisses de tous les groupes impliqués dans ce lieu. C'était assez violent, et nous a gravement touché-es. (...) Ils ont rendu l'existence même du site Indymedia linksunten passible de poursuites pénales. Ils ont également inventé de toutes pièces une «association», composée de personnes que les services secrets et la police avaient identifiées dans les dix années pré-



Lueg Konrad, Prairie fleurie, 1965

cédentes comme étant impliquées dans le projet, argumentant que le centre autogéré était le siège de cette organisation. Tout ceci s'est passé six semaines après le G20.

Puis les élections sont arrivées, l'AFD a pris beaucoup de voix, les chrétiens-démocrates n'ont pas été beaucoup renforcés par cette action. Par contre, plus généralement, le contexte est de plus en plus autoritaire. En amont du G20, des lois ont été renforcées pour que la police puisse mieux réprimer les contestataires. Aujourd'hui, de nouvelles lois viennent encore s'appliquer, aussi bien dans le monde virtuel que concernant la communication, les rassemblements, les actions à vocation politique. Cela fait des ravages et mène des gens en prison. La plus grosse condamnation est tombée la semaine [précédant l'interview]; trois ans et demi de prison ferme contre un jeune homme qui avait lancé une demi-bouteille de bière. La justice pense peut-être que cela mettait la police en danger, mais cela paraît tout de même excessif. Elle parle de 3000 enquêtes en cours, 150 menées contre des policiers, dont aucune n'a abouti pour le moment.

Pendant le sommet, de nombreuses personnes ont été arrêtées, la plupart relâchée dans les jours suivants. Une cinquantaine est restée en garde à vue prolongée puis en poursuite pénale, et on compte déjà au moins trois condamnations de deux ans et demi fermes et de nombreuses condamnations entre six mois et deux ans, souvent du sursis. Ce sont des peines très lourdes.

Début décembre, il y a eu 24 perquisitions dans toute l'Allemagne, dont deux espaces autogérés à Stuttgart et Göttingen. Ils ont poursuivi des gens qui avaient été attaqués très violemment par les policiers dans une manifestation à Hamburg. Il y a eu quatorze blessés graves sur une action à Rondenbarg, lors d'une manifestation matinale le 7 juillet. Ils sont allés chez les gens qu'ils avaient déjà totalement brisés, qui avaient passé le sommet en prison et qui n'ont même pas pu participer aux «émeutes», apparemment si graves.

Le troisième acte s'est déroulé le 18 décembre. Les policiers ont rendu publiques les photos de 104 activistes potentiels qui auraient commis des délits graves. Il y avait déjà eu des appels à dénonciation, mais là, ils sont allés jusqu'à dire que ces 104 manifestants de Hamburg devaient être poursuivis en justice et qu'il fallait les aider à les trouver. C'est quelque chose de très grave.

Quelles ont été les réactions?

Je crois qu'à l'échelle nationale et internationale, il y a eu des réactions à la fermeture d'Indymédia et

pour la lutte anti-carcérale concernant Hamburg pour le soutien aux prisonniers. Mais cela reste clairement trop faible par rapport à l'envergure de la répression. Beaucoup de fonds doivent être rassemblés pour le soutien juridique. La scène politique doit se concentrer à soutenir les gens qui sont touchés plus directement par cette répression. Cela prend beaucoup d'énergie et peu de réactions vont beaucoup plus loin que quelques manifestations ou quelques actions.

Concernant la diffusion des visages des 104 personnes apparemment impliquées dans des «crimes» en manifestation, il y a eu des réactions journalistiques, des articles assez critiques sur l'Etat et sa déconfiture à Hamburg, sur le fait que les 30.000 policiers aient été aussi violents, faisant beaucoup de blessés et beaucoup moins d'arrestations qu'à d'autres occasions similaires en Allemagne. La répression avait déjà été ultra-violente sur place et maintenant ils poursuivent les gens massivement. Cela a surpris pas mal de gens dans la société civile. Il n'y a pas que la scène radicale de gauche qui a réagi à tout cela.

Mais en somme, la scène allemande après le G20 s'est surtout pris «une très grosse claque» et n'a pas été capable de réagir en conséquence. Cela a été super de voir des réactions à l'échelle internationale même si ça reste assez symbolique, de nombreux sites alternatifs ont réagi et des médias tels que Radio Zinzine assez rapidement. C'est un soutien psychologique et politique vraiment important. Nous avons bien senti que cette censure avait quand même fait des vagues et avait aussi atteint d'autres pays où des gens ont pour le moins formulé leur solidarité et continuent à le faire. Je pense que c'est ce qui permet de tenir le coup.

Tu as donné une vue de la spirale répressive en Allemagne, dans l'après G20 mais aussi dans un contexte électoral. Il semblerait que le G20 ait été une espèce de répétition générale dans l'établissement d'un contexte répressif généralisé. L'objectif était-il d'abattre la scène politique de gauche?

Les deux dernières décades ont été un désastre pour la gauche en ce qui concerne l'armement des Etats et de la police, avec la coopération internationale des policiers et des services de renseignement. Les moyens, les effectifs ont augmenté. La technique progresse. Même au niveau juridique, en France, les dispositions de l'Etat d'urgence sont passées dans le droit commun.

A Hamburg, on ne s'attendait pas à 30.000 policiers. Il y avait quand même plus de manifestants, mais on

s'est presque retrouvé un pour un dans les premiers jours. La panoplie était des plus impressionnantes. Il s'agissait de la totalité du matériel disponible en Allemagne, une soixantaine de canons à eau, de nouveaux véhicules s'apparentant à des super tanks de police contre les émeutes urbaines. On a vraiment l'impression qu'ils ont fait un entraînement de luttes anti-émeutes en prenant en otage la ville entière, en faisant un vrai carnage parmi les manifestants et surtout en se passant de respecter la loi.

Le chef opérationnel de la police pendant le sommet avait déjà eu des problèmes juridiques avec des opérations ultra-violentes contre les contestations des antinucléaires dans le Wentland, il y a une dizaine d'années, comme d'encercler un millier de personnes à zéro degré en pleine forêt pendant toute une journée. Il avait été remarquable dans l'orchestration d'arrestations de masse. Il a néanmoins été réhabilité pour commander les opérations policières.

En amont, les plus hautes cours de justice, la cour fédérale à Karlsruhe par exemple, avaient donné raison aux manifestants concernant le droit de camper ou de se rassembler. Mais un peu moins d'une semaine avant le sommet, la police a contrôlé systématiquement les éventuels manifestants, confisqué les tentes, cassé les regroupements, parfois violemment. La situation ressemblait plus à la Turquie qu'à l'Allemagne. C'était fortement antidémocratique. Ils ont empêché tout genre de rassemblement.

Une dynamique de sympathie s'est développée dans la ville de Hamburg. Des parcs qui avaient commencé à devenir des campings adossés à des monuments tels que des églises ont été expulsés.

Des prêtres se sont ralliés aux manifestants autonomes et ont aidé à planter des tentes. Ils ont bu des cafés ensemble et se sont énervés contre la ville. La dynamique à Hamburg a été très positive pendant au moins cinq jours face à l'autoritarisme policier. La manifestation du jeudi soir, le jour précédant le début du sommet, avait été entièrement réprimée par la police. Des premières «émeutes» ont suivi. A ce moment-là, après cinq jours d'installation de la tension, la marmite a débordé. Les trois jours suivants, cela a vraiment éclaté dans toute la ville. Il s'agissait clairement d'une réaction aux provocations de la police.

Malheureusement, les médias n'ont montré que le spectacle d'une rue d'un quartier alternatif en feu, de quelques barricades... Les actions de police illégales qui avaient été critiquées pendant quelques jours sont d'un coup passées au second plan. On se serait atten-

du à quelque chose de plus différencié. Mais le discours médiatique a changé de côté, le scandale également. Et cela malgré le fait que la police ait pratiqué cet exercice de combat anti-émeutes urbaines en direct devant nos yeux et qu'une vingtaine de journalistes aient été interdits de certains districts par le retrait de leurs accréditations pour le sommet. En plus du travail contre des manifestants et le rassemblement, la police a largement bafoué la liberté de la presse.

Pour résumer, nous défendons les droits fondamentaux, le droit de se rassembler, le droit de s'exprimer dans un contexte très difficile avec un appui juridique aussi injuste et avec une police violente, nombreuse et bien équipée. Dans la rue, la police a agi très violemment. Les équipes médicales d'intervention, les soutiens soignants autonomes, les ambulanciers, les hôpitaux, ont tous dit que les policiers faisaient un carnage. Ils étaient en train de réprimer tout le monde alors même que jusqu'au jeudi dans la soirée, rien ne s'était passé de violent du côté des manifestants, vraiment rien.

Les premières perquisitions après le sommet et la fermeture du site répondaient à l'attente de la population de faire quelque chose contre ces violents d'ultragauche alors que, selon moi, au moins 10.000 policiers devraient être devant les tribunaux aujourd'hui.

Que permettait un outil comme Indymédia linksunten? Quelles sont les conséquences de la fermeture du site?

Le site a été monté pendant le contre-sommet de l'OTAN en 2008-2009. Il a été un outil de plus en plus utilisé dans toute l'Allemagne. Il était techniquement assez performant par rapport à d'autres sites puisque il a été mis en place beaucoup plus tard (la première vague des sites Indymédia s'est faite autour de 2000-2001). C'est un mouvement mondial. Le principe est un open-posting basé sur l'idée que tout le monde peut être journaliste, qu'au lieu de détester les médias nous devenions nous-mêmes les médias. C'est une logique, une politique et une culture également soutenues et cultivées par les radios libres, entre autres. Je pense que l'envie de se donner les moyens de s'articuler et de parler nous-mêmes de nos combats, d'écrire un peu notre histoire a une longue tradition dans les mouvements sociaux. linksunten.indymedia.org est devenu de plus en plus important, surtout dans les deux dernières années. C'est devenu une source journalistique très sérieuse et beaucoup de journaux renommés tels que le Spiegel, la TAZ ou la Süddeutsche Zeitung reprenaient les informa-

tions publiées sur le site, l'utilisaient en tant que source et parvenaient ainsi à différencier leur discours. C'est ce qui manque pour faire face au populisme et à la montée des discours de la droite radicale, de ne pas se contenter de relayer les déclarations de presse de la Préfecture ou de la police, de parler aussi de la position de la contestation, de ce qui meut les gens, des raisons de prendre la rue et de faire des actions. En général, je pense qu'Indymédia est un outil génial.

En même temps, nous vivons une époque où tout cela est un peu rattrapé par les médias sociaux. Certains d'entre eux, démarrés durant les mouvements sociaux et issus pour la plupart de la gauche, ont pris des allures institutionnelles dans une culture communicative beaucoup plus individualisée et ont surtout été repris par des groupes commerciaux. Par la suite, un contrôle et une censure sont possibles. En Allemagne, de nouvelles lois sont en train de passer pour effacer plus facilement les tweets. L'Etat argumente souvent que c'est pour combattre la droite mais en règle générale, ce sont les mouvements de gauche que cela frappe.

Avez-vous porté plainte au sujet des perquisitions?

Nous avons plusieurs procédures en cours. Nos amis qui ont été perquisitionnés ne subissent pas de procédures pénales [au moment de l'interview, l'ouverture d'une enquête pour association de malfaiteurs n'était pas encore connue, nda]. Contrairement à d'autres gens de Fribourg qui ont été perquisitionnés suite à une interview donnée à la télé régionale, ils sont accusés d'apologie du terrorisme. Une des personnes poursuivies a dit que ce n'étaient pas les manifestants qui avaient frappé les policiers mais le contraire, une opinion autre que celle véhiculée jusque-là.

Nous travaillons également pour récupérer tout le matériel. Nous estimons les dégâts au KTS et suite à

la perquisition de Fribourg à 80.000 euros, argent et matériel technique inclus. Il a fallu redevenir capables de travailler. Plusieurs groupes comme le Secours Rouge International, Anarchist Black Cross, le CHAOS Computer Club, des mouvements aux niveaux national et international, soutiennent les procédures en cours et nous donnent du matériel.

Les procédures qui ont lieu tendent à prouver l'illégalité des perquisitions et de la fermeture du site. Des données de la maison étudiante ont été confisquées chez un des inculpés de l'«association» Indymédia. Les policiers de Stuttgart ont restitué le matériel mais ils ont gardé une copie. Ils disent qu'ils veulent le décrypter et dessus, il y a les données de 23.000 étudiants de l'université de Fribourg. Les étudiants ont également porté plainte.

Un gros désavantage est que les chrétiens-démocrates, avec les perquisitions et toute la répression de ces derniers mois, ont fait le jeu de la droite radicale. C'est elle qui profite de ce climat de peur, qui arrive à placer des messages plus populistes. (...) La droite radicale siège aux gouvernements régional et national et commence à avoir du pouvoir, de l'argent et des postes. Ils peuvent faire des petites enquêtes dans le Parlement. Ils peuvent demander aux différents ministères de publier de l'information sur leurs enquêtes contre la gauche...

Par ailleurs, ils clament que nous sommes une grosse menace et qu'en tant que terroristes, il faudrait tous nous mettre en prison. C'est un discours et une menace politique qui grandit clairement au niveau parlementaire. Nous essayons de contrer cela en continuant d'informer, en poursuivant le débat et en espérant que d'autres sites vont se monter.

Je pense qu'il est très peu probable que le site Linksunten soit en ligne à court terme puisque toutes les personnes en lien avec la réactivation de ce site seraient directement incriminées au niveau pénal.

Ce ne sera plus de l'administratif. Après, ce sera au mouvement de voir comment dans les temps présents, dans ce climat social et médiatique, il est capable de mettre au point de nouveaux outils.

Pour démontrer à quel point les organes répressifs surfent sur la vague de Hamburg, la publication de ces 104 photos en décembre a été suivie de peu de débats publics. Il y a eu un cas à Nuremberg la semaine [précédant l'interview]. Les policiers ont publié la photo d'une femme qui aurait été impliquée dans le blocage de l'expulsion d'une petite fille afghane dans une école de la ville. Une adolescente a été accusée d'avoir jeté une bouteille en plastique contre les policiers et elle est maintenant recherchée publiquement. C'est absolument hallucinant.

Ce sont pour l'instant de mauvaises nouvelles. Il est clair que c'est à nous de réagir quand il y a de la

censure, quand il y a des actions de police aussi spectaculaires, de forcer les débats même si cela semble difficile, que les gens se rendent compte vers quelle forme d'Etat et de société nous allons si ce genre de mesures sont possibles.

Il y a une volonté de rentrer en dialogue avec des personnes qui vivent des faits similaires même si le contexte n'est pas le même. Nous espérons que cela évoluera et nous avons espoir que la solidarité sera plus forte que la répression.

Camille Kolbsheimer

1. <linksunten.indymedia.org>
2. AfD: Alternative für Deutschland (Alternative pour l'Allemagne) est un parti politique eurosceptique, créé en 2013 et classé plutôt du côté de la droite conservatrice, voire de l'extrême droite.
3. L'espace autogéré KTS: Kulturtreff in Selbstverwaltung est un centre autonome dans la Baslerstrasse 103 à Fribourg, né à l'occasion de la deuxième grande vague du mouvement de squats en Allemagne, au début des années 1990.

Espaces d'inclusion Selon un rapport du Conseil de l'Europe sur les besoins de communication des réfugiés et des migrants, l'auto-production médiatique des réfugiés facilite leur intégration et l'accès à la formation.

Depuis 2015, la façon dont on parle des migrants et des réfugiés dans les médias a fait l'objet de plusieurs projets de recherche d'envergure. Ceux-ci mettent en évidence le fait que la couverture médiatique a, la plupart du temps, recours aux mêmes stéréotypes. Alors qu'au début, les reportages sur les réfugiés de Syrie ou d'Irak étaient abordés sous un angle humanitaire, à partir de 2016, ce regard a basculé dans de nombreux pays. Depuis, on dresse des tableaux de menace et d'insécurité, apportant ainsi de l'eau au moulin des partis d'extrême droite populistes qui continuent à propager leur politique d'exclusion et d'expulsion. Les auteurs du rapport du Conseil de l'Europe intitulé «*Media coverage of the refugee crisis: A cross-European perspective*»* soulignent le lien entre les stéréotypes négatifs sur les réfugiés dans les médias et la division de la société. Partant de ce constat, le Conseil de l'Europe a commandé une étude qui se penche sur la question des besoins et des expériences des réfugiés avec les médias en général et avec l'auto-production médiatique en particulier. La *Community Medien Institut*, COMMIT, a été mandatée pour mener cette étude qui est maintenant disponible comme rapport du Conseil de l'Europe sur les «*Spaces of Inclusion*». Le rapport se base sur des interviews détaillées avec des réfugiés, entre autres de Syrie, d'Iran et d'Irak. Dans le chapitre «*pratiques*» de cette étude figurent treize exemples réussis de travaux médiatiques inclusifs dans des médias communautaires – comme par exemple des émissions sur des radios libres, des chaînes de télévision associatives ou des plateformes sur internet et ce en Autriche, Allemagne, Italie, Luxembourg et en Suisse. Ces exemples montrent clairement à quel point la confrontation avec la conception médiatique de l'information répond aux besoins de communication des réfugiés et des migrants, tout en ouvrant de nouveaux espaces pour l'auto-représentation. En dehors de la formation au journalisme, les personnes ayant l'expérience de l'exil ou de la migration trouvent dans ces médias un accès aux réseaux locaux, ce qui est très important aussi bien pour l'apprentissage de la langue que pour leur inclusion et leur participation à la société. Les lieux de rencontre librement choisis, l'accès à l'information et aux structures locales sont très importants. La réalisation médiatique communautaire permet de se connecter avec des réseaux professionnels, de vivre le multilinguisme comme une normalité, de participer et d'être reconnu immédiatement. L'évaluation et l'utilisation d'offres médiatiques fiables nécessitent un guide d'orientation. L'étude fournit une série de recommandations concrètes concernant les décideurs politiques, les relations publiques et des organisations de la société civile.

Helmut Peissl,
membre du FCE Autriche

Le rapport «*Space of inclusion*» est disponible sur le site de COMMIT:
<www.commit.at/materialien/studien/spaces-of-inclusion/>
ou bien sur le site du Conseil de l'Europe:
<rm.coe.int/dgi-2018-01-spaces-of-inclusion/168078c4b4>

* Cette étude est disponible en ligne sur: <rm.coe.int/1680706b00>

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ... N° à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse

Nom:

Adresse:

Pays:

Profession/Organisation:

Tel.: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: Forum Civique Européen, PC 40-8523-5
St Johannis-Vorstadt 13, CH-4001 Basel. Libellé: Archipel
Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier, F-04300, Limans